

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Tunisie & Libye

Une publication du Service Economique Régional de Tunis  
Semaine du 26 janvier 2026

### CHIFFRE A RETENIR

**+12%**

La hausse des immatriculations de véhicules neufs  
en Tunisie en 2025, après +2,4% en 2024

## Tunisie

### Visite à Tunis de Mme Eléonore Caroit, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée de la Francophonie, des Partenariats internationaux et des Français de l'étranger

Mme Éléonore Caroit s'est rendue à Tunis le 29 janvier 2026, visite au cours de laquelle elle a rencontré M. Mohamed Ali Nafti, ministre des Affaires étrangères, de la Migration et de Tunisiens à l'étranger, ainsi que M. Samir Abdelhafidh, ministre de l'Économie et de la Planification. A l'occasion de ces rencontres, la Ministre a pu évoquer plusieurs volets de la coopération bilatérale (scientifique, culturel, touristiques ou encore consulaire) ainsi que les relations économiques entre les deux pays. La ministre a également échangé avec des représentants de la communauté d'affaires française en Tunisie, notamment les Conseillers du

commerce extérieur de la France, la Chambre de commerce et d'industrie tuniso-française, ainsi que plusieurs filiales de grandes entreprises françaises, afin de renforcer le dialogue économique et identifier de nouvelles opportunités de coopération économique et d'investissement.

Rencontre entre Mme Eléonore Caroit et M. Mohamed Ali Nafti.



## **Selon les chefs d'entreprises tunisiens, plusieurs freins continuent de peser sur l'investissement productif**

L’Institut arabe des chefs d’entreprises (IACE) a publié, le 22 janvier 2026, une [enquête](#) menée auprès d’une cinquantaine de dirigeants tunisiens issus de plusieurs secteurs d’activité, visant à apprécier leur perception de l’environnement économique. Si les résultats font apparaître une certaine performance opérationnelle des entreprises, elle met également en évidence la faiblesse de la dynamique de l’investissement et la persistance de barrières structurelles qui freinent l’innovation et la productivité. 62% des entreprises interrogées indiquent avoir atteint leurs objectifs de rentabilité en 2024 malgré une activité économique atone avec une croissance économique limitée à +1,4%. Les investissements restent majoritairement orientés vers le renouvellement du capital existant (46% des investissements) et l’extension des activités en place (33%) alors que les investissements en innovation (12%) et en diversification (9%) restent marginaux. En outre, les chefs d’entreprises identifient plusieurs facteurs structurels limitant l’expansion et la transformation du tissu productif, au premier rang desquels figurent la concurrence informelle (pour 44% des dirigeants), une capacité d’innovation limitée par une incertitude réglementaire persistante (31%) ou encore des contraintes d’accès au financement productif (27%). Ces contraintes contribuent à maintenir l’investissement dans une logique « défensive » et à freiner la montée en gamme de l’appareil productif. Dans ce contexte, l’IACE recommande de clarifier le cadre réglementaire et fiscal, de simplifier certaines procédures administratives et de développer des mécanismes de financement des projets innovants et à forte valeur ajoutée.

## **Adoption de mesures pour renforcer le dispositif LBC/FT des bureaux de change**

La Banque centrale de Tunisie (BCT) a publié le 23 janvier 2026 la [circulaire](#) n°2026-2 dans laquelle elle renforce les obligations en matière de lutte contre le blanchiment d’argent et de financement du terrorisme (LBC/FT) pour les bureaux de change. Ces derniers sont désormais tenus de : (i) mettre en place un dispositif interne de vigilance et de surveillance qui comporte plusieurs procédures relatives à la LBC/FT dont l’identification et le filtrage des clients et bénéficiaires, la formation du personnel, le suivi et la surveillance des opérations de change, etc. ; et (ii) de déployer un dispositif d’identification et d’évaluation des risques de blanchiment d’argent et de financement du terrorisme.

Cette décision s’inscrit dans un contexte d’accélération des efforts des autorités tunisiennes en matière de LBC/FT, alors que le dispositif national sera évalué cette année dans le cadre du Groupe d’action financière (GAFI). L’amélioration de ce dispositif avait permis à la Tunisie de sortir de la liste grise du GAFI en 2020. Dans cette logique, le Conseil du Marché Financier (CMF) a adopté début janvier une stratégie LBC/FT alignée sur les recommandations du GAFI, visant à renforcer la gouvernance, la supervision et la gestion des risques au sein des acteurs du marché financier.

## **Lancement de nouveaux projets Interreg NEXT financés par l’UE**

Le 28 janvier 2026, s’est tenu à Tunis le lancement de nouveaux projets en Tunisie dans le cadre des programmes [Interreg NEXT MED](#) et [Interreg NEXT Italie-Tunisie](#), deux instruments de financement de l’Union européenne dédiés à la coopération transnationale et transfrontalière en Méditerranée pour la période 2021-2027.

Doté d'un budget de 292 M EUR, le programme Interreg NEXT MED soutient des projets conjoints dans des domaines stratégiques tels que l'adaptation au changement climatique, l'innovation, l'inclusion sociale, le développement des PME, ainsi que la formation, la santé et la gouvernance locale, avec pour objectif de renforcer la résilience et la convergence des territoires méditerranéens (au sein de 15 pays dont la Tunisie). De son côté, le programme Interreg NEXT Italie-Tunisie, disposant d'une enveloppe de 35 M EUR, vise à approfondir la coopération transfrontalière entre la Tunisie et la Sicile afin de répondre à des défis socio-économiques et environnementaux communs. Il finance notamment des actions en faveur de l'innovation et de la compétitivité, de la transition verte, ainsi que du développement du tourisme et de la culture, secteurs clés pour l'intégration économique régionale.

Le lancement de ces programmes s'inscrit dans une dynamique plus large de renforcement du partenariat euro-méditerranéen. Pour rappel, l'Union européenne a présenté en octobre dernier son « Pacte pour la Méditerranée », qui vise à consolider ses relations avec les pays du sud de la Méditerranée, dont la Tunisie, autour de trois piliers : (i) le développement du capital humain (éducation, formation, culture) ; (ii) le soutien aux économies régionales ; et (iii) la gestion des migrations.

## Les immatriculations de véhicules ont progressé de 12% en 2025

Selon les [données](#) publiées par l'Agence Technique des Transports Terrestres (ATTT), le nombre de voitures immatriculées en Tunisie a atteint 63 900 unités en 2025, en hausse de 12% sur un an, après une progression limitée de 2,4% en 2024. Cette accélération a été portée à la fois par les ventes de véhicules particuliers (+11% à

47 000 unités) et de camionnettes (+19,1% à 13 600 unités), alors que les véhicules mixtes (destinés au transport de passagers et/ou de marchandises) ont reculé (-2,4% à 3 285 unités).

En repli depuis 2022, les immatriculations de voitures coréennes et de voitures japonaises ont rebondi en 2025 (respect. de +7,8% et +13,5%) et demeurent ainsi en tête sur le marché tunisien, représentant respectivement 21% des parts de marché - pdm (13 300 véhicules coréens) et 19,6% (12 514 véhicules japonais). Les voitures en provenance de France et de Chine poursuivent pour leur part leur progression pour la deuxième année consécutive, avec des augmentations respectives de +12,8% sur un an à 10 739 unités (contre 7 083 en 2022) et de +36,6% à 10 602 unités (contre 6 340), portant leurs pdm à 16,8% et 16,6%. Par concessionnaire, les constructeurs coréens Kia et Hyundai continuent de dominer le marché des véhicules particuliers, avec respectivement 15% pdm (7 038 véhicules) et 13% (6 203 véhicules). Le constructeur chinois Chery se hisse à la 3<sup>ème</sup> place avec 3 707 immatriculations (8% de pdm), devançant de peu le japonais Suzuki (3 695 véhicules, également 8%). Du côté des marques françaises, les immatriculations de Renault ont fortement progressé (+127% sur un an) pour atteindre 3 600 unités, plaçant la marque au 5<sup>ème</sup> rang du marché des véhicules particuliers (7,7% pdm) alors que les immatriculations de Peugeot ont reculé de 14% à 1 196 véhicules (2,5% des pdm). Pour rappel, les importations de véhicules neufs en Tunisie sont soumises à des quotas annuels depuis 1995 et sont réservées aux importateurs agréés. Fixés par le Ministère du Commerce, les quotas varient théoriquement chaque année selon la demande et les ventes effectivement réalisées par les concessionnaires l'année précédentes.

**Tableau 1 – Principaux indicateurs structurels de la Tunisie.**

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	53	59	60,4
Croissance du PIB réel, en %	1,6	2,5	2,1
Taux d'investissement, en % du PIB	-	-	-
Taux d'épargne, en % du PIB	-	-	-
Taux d'inflation annuel moyen, en %	7	5,9	6,1
Solde budgétaire, en % du PIB	-5,9	-5,3	-5,2
Recettes publiques, en % du PIB	27,9	27,5	27,4
Dépenses publiques, en % du PIB	33,8	32,9	32,6
Dette publique, en % du PIB	83,3	80,6	82,6
Solde courant, en % du PIB	-1,7	-3,1	-3,3
Réserves en devises, en Mds USD	9,2	8,7	7,9
Notation souveraine Fitch/Moody's	CCC+/CAA2 stable	B-/CAA1 stable	-

Source : WEO octobre 2025 (FMI).

**Tableau 2 – Principaux indicateurs conjoncturels de la Tunisie.**

Indicateurs macroéconomiques	Période	Valeur	Var. par rapport à la période précédente
Croissance trimestrielle du PIB, en g.a. en %	T3 2025	+2,4%	-0,6 p.p.
Taux de chômage, en % de la pop. active	T3 2025	15,4%	+0,1 p.p.
Taux d'inflation mensuel, en %	Déc. 2025	4,9%	0 p.p.
Recettes touristiques cumulées, en M TND	Au 31/12/2025	8 097 M TND	+6,5% en g.a.
Revenus du travail cumulés, en M TND	Au 31/12/2025	8 762 M TND	+6% en g.a.
Indicateurs monétaires et financiers	Période	Valeur	Var. en g.a.
Taux d'intérêt directeur, en %	Depuis le 07/01/2026	7%	-1 p.p.
Réserves de change, en jours d'importations	Au 29/01/2026	106 jours	+2 jours
USD/TND	Au 28/01/2026	2,84	-10,78%*
EUR/TND	Au 28/01/2026	3,38	+1,79%

\* Un signe négatif signifie une appréciation du dinar tunisien face à la devise correspondante.

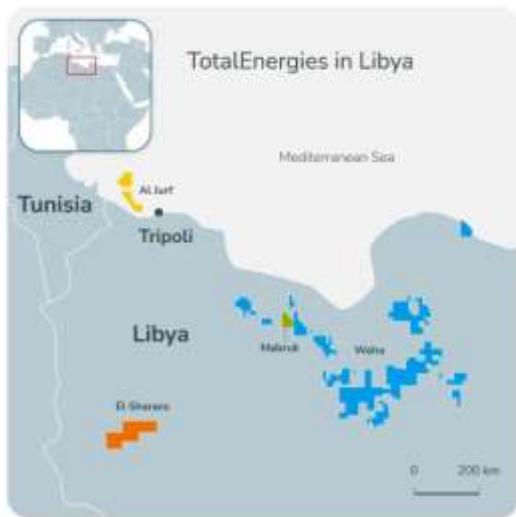
Sources : INS, BCT.

# Libye

## TotalEnergies signe un accord prolongeant les concessions de Waha de 25 années supplémentaires

Dans un [communiqué](#) publié le 26 janvier 2026, le groupe français TotalEnergies, présent en Libye depuis 70 ans, a annoncé la signature d'un accord portant sur la prolongation des concessions de Waha, situées dans le bassin de Syrte, jusqu'au 31 décembre 2050. L'accord a été signé en présence du président-directeur général de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, et du Premier ministre du Gouvernement d'unité nationale libyen, Abdul Hamid Dbeiba. Selon le communiqué, l'accord prévoit un ajustement du cadre fiscal applicable aux concessions, dont la capacité de production est estimée à 370 000 barils par jour (b/j), afin d'améliorer la rentabilité des nouveaux investissements et de faciliter le développement de projets additionnels, tel que le champ de North Gialo, susceptible d'accroître la production de 100 000 b/j. Les concessions de Waha sont détenues majoritairement par la National Oil Corporation (NOC) (59%), aux côtés de TotalEnergies et du groupe américain ConocoPhillips, chacun détenant 20,4% et sont opérées par la Waha Oil Company, filiale de la NOC.

### Présence de TotalEnergies en Libye.



Source : TotalEnergies.

## 19 entreprises françaises présentes au Libya Energy & Economic Summit 2026

La 4<sup>ème</sup> édition du *Libya Energy & Economic Summit (LEES)*, événement organisé par Energy Capital & Power (ECP) pour la National Oil Corporation (NOC), s'est tenu du 24 au 26 janvier 2026 à Tripoli, avec pour objectif de réunir les principaux acteurs publics et privés des secteurs de l'énergie, des infrastructures et des services, afin de promouvoir l'investissement et la coopération économique en Libye.

À cette occasion, Business France accompagnait une délégation de 19 entreprises françaises, dans les secteurs de l'énergie, des équipements et services pétroliers, des infrastructures et de la transition énergétique. Cette forte présence française témoigne de l'intérêt des entreprises françaises pour le marché libyen, dans le contexte de la relance de la production d'hydrocarbures destinée à soutenir le développement et la diversification économique du pays. Les autorités libyennes ont en effet annoncé

l'objectif d'atteindre d'une production pétrolière de 2 millions de barils / jour à horizon 2030, contre 1,4 millions en 2025, cette relance devant s'accompagner d'un développement des secteurs en aval (raffinage, pétrochimie notamment) et des exportations, et d'une évolution du mix électrique avec une part de 20% d'énergies renouvelables en 2035, soit 4 GW à installer. Les entreprises participantes ont ainsi pu échanger sur leurs expertises, les opportunités de partenariats et renforcer leurs contacts institutionnels et commerciaux dans un contexte marqué par la volonté des autorités libyennes de moderniser le secteur énergétique et d'attirer les investissements étrangers.

Une table ronde spécifique dédiée aux opportunités d'affaires franco-libyennes a été par ailleurs organisée, en présence de l'ambassadeur de France, Thierry Vallat.

[Délégation française au Libya Energy & Economic Summit.](#)



Source : Business France Libye.

## Mission d'entreprises françaises à Tripoli et Misrata

A l'initiative de M. Mohamed Hamuda, chargé d'affaires de l'ambassade de Libye en France, une délégation d'entreprises françaises s'est rendue à Tripoli et Misrata mi-janvier. Accompagné par Business France et en présence du Groupe d'expertise Libye des

conseillers du commerce extérieur, ce déplacement a permis aux entrepreneurs de rencontrer les représentants libyens du secteur privé et du secteur public, notamment l'Union générale des chambres de commerce et d'industrie, l'Autorité de promotion des investissements, la Zone franche de Misrata, le ministère de l'Industrie. Représentative de différents secteurs d'activité, la délégation comprenait 7 entreprises : Ragni, les Salins du Midi, Seagrass Blue, Digital Virgo, le groupe LDFS représentant de Carrier, Feels et Medical training innovation.

**Tableau 3 – Principaux indicateurs structurels de la Libye.**

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	48,4	48	49,2
Croissance du PIB réel, en %	1,9	15,6	4,2
Production pétrolière, en M b/j	-	-	-
Taux d'inflation annuel moyen, en %	2,1	1,8	1,6
Solde budgétaire, en % du PIB	-25,1	-4,3	-1,0
Solde courant, en % du PIB	-4,2	0,9	0,6
Réserves en devises, en Mds USD	82,9	81,5	81,1

Source : WEO octobre 2025 (FMI).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : [S'inscrire](#)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.